

Art. 10. L'arrêté royal du 30 août 1996 fixant le montant de la rétribution due pour la réception d'une copie d'un document administratif est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 août 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEL

Le Ministre de l'Environnement,
B. TOBBACK

Art. 10. Het koninklijk besluit van 30 augustus 1996 tot vaststelling van het bedrag van de vergoeding verschuldigd voor het ontvangen van een afschrift van een bestuursdocument wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. - Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 augustus 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEL

De Minister van Leefmilieu,
B. TOBBACK

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 3813

[C — 2007/11459]

17 AOUT 2007. — Arrêté royal portant des mesures en vue de la transposition dans l'ordre juridique interne de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à votre signature a pour objet de transposer dans l'ordre juridique interne la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Cet arrêté royal a été adapté en fonction des observations formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 24 mai 2007, à l'exception d'une observation et pour les raisons suivantes :

L'article 16 de la directive prévoit que lorsque, dans un Etat membre, l'accès à l'une des activités énumérées à l'annexe IV de la directive, ou son exercice, est subordonné à la possession de connaissances et d'aptitudes générales, commerciales ou professionnelles, cet Etat membre reconnaît comme preuve suffisante de ces connaissances et aptitudes l'exercice préalable de l'activité considérée dans un autre Etat membre.

Le Conseil d'Etat estime qu'il ne ressort pas de cette disposition que la preuve suffisante doit nécessairement se présenter sous la forme d'une déclaration émanant de l'Etat membre concerné, tel que mentionné dans l'article 8 du projet d'arrêté royal.

Il semble que le Conseil d'Etat ait perdu de vue l'annexe VII de la Directive 2005/36/CE (« documents et certificats exigibles conformément à l'article 50 § 1^{er} »), et plus spécialement le point 1. c), stipulant clairement « Pour les cas visés à l'article 16, une attestation portant sur la nature et la durée de l'activité, délivrée par l'autorité ou l'organisme compétent de l'Etat membre d'origine ou de l'Etat membre de provenance ».

L'article 8 du projet soumis à la signature de votre Majesté est rédigé conformément à ce point 1. c) de l'annexe VII de la Directive 2005/36.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre des Classes moyennes,
Mme S. LARUELLE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 3813

[C — 2007/11459]

17 AUGUSTUS 2007. — Koninklijk besluit houdende maatregelen ter omzetting in de interne rechtsorde van Richtlijn 2005/36/EG van 7 september 2005 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de erkenning van beroepskwalificaties

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd heeft tot voorwerp om Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties om te zetten in de interne juridische orde.

Dit koninklijk besluit werd aangepast in functie van de opmerkingen geformuleerd door de Raad van State in zijn advies van 24 mei 2007, met uitzondering van een opmerking, omwille van de volgende redenen :

Artikel 16 van de richtlijn voorziet, wanneer in een lidstaat de toegang tot of de uitoefening van een van de in bijlage IV vermelde werkzaamheden afhankelijk wordt gesteld van het bezit van algemene kennis, handels- of vakkennis en -bekwaamheid, dat deze lidstaat het feit dat de werkzaamheid in kwestie voorafgaandelijk in een andere lidstaat is uitgeoefend, als een voldoende bewijs van die kennis en bekwaamheid beschouwt.

De Raad van State is van oordeel dat uit deze beschikking niet blijkt dat het genoegzaam bewijs noodzakelijkerwijze moet voorgesteld worden onder de vorm van een verklaring uitgaande van de betrokken lidstaat, zoals bepaald bij artikel 8 van het ontwerp van koninklijk besluit.

Het lijkt erop dat de Raad van State bijlage VII van Richtlijn 2005/36/EG uit het oog heeft verloren («documenten en certificaten vereist overeenkomstig artikel 50 § 1»), en vooral punt 1. c) waarin duidelijk bepaald wordt «Voor de gevallen bedoeld bij artikel 16, een attest over de aard en de duur van de werkzaamheid, afgeleverd door de autoriteit of de bevoegde instelling van de oorspronkelijke lidstaat of van de lidstaat van herkomst».

Artikel 8 van het ontwerp dat ter ondertekening wordt voorgelegd aan Uwe Majesteit, is opgesteld overeenkomstig dit punt 1. c) van bijlage VII van de Richtlijn 2005/36.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Middenstand,
Mevr. S. LARUELLE

AVIS 43.051/1
DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Classes moyennes, le 7 mai 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant des mesures en vue de la transposition dans l'ordre juridique interne de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles", a donné le 24 mai 2007 l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

Par ailleurs, le présent avis comporte également un certain nombre d'observations sur d'autres points. Il ne peut toutefois s'en déduire que, dans le délai qui lui est imparti, la section de législation a pu procéder à un examen exhaustif du projet.

*
* *

Portée et fondement juridique du projet

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis au Conseil d'Etat vise à transposer dans l'ordre juridique interne la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (1).

Le nouveau texte vient se substituer à l'arrêté royal du 17 février 2002 portant des mesures en vue de la transposition dans l'ordre juridique interne de la Directive 1999/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 juin 1999, instituant un mécanisme de reconnaissance des diplômes pour les activités professionnelles couvertes par les directives de libéralisation et portant mesures transitoires, et complétant le système général de reconnaissance des diplômes, qui est abrogé par l'article 15 du projet.

2. Le préambule désigne comme fondement juridique du projet la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante, notamment les articles 3, 4, 5 et 7.

Selon l'article 3 de la loi-programme précitée, il faut entendre par "capacités entrepreneuriales", d'une part, les connaissances de gestion de base et, d'autre part, la compétence professionnelle. La disposition en question habilite le Roi à les déterminer, mais on n'aperçoit pas en quoi l'article 3 précité pourrait procurer un fondement juridique au projet.

L'article 4, § 3, 1^o, de la même loi habilite le Roi à désigner les titres qui servent à prouver les connaissances de gestion de base.

L'article 5, § 3, 1^o, de la même loi confère une habilitation similaire pour établir la compétence professionnelle qui est requise pour certaines activités. En ce qui concerne ces titres, l'article 7, § 2, de la même loi habilite le Roi à déterminer les conditions auxquelles les titres étrangers peuvent être acceptés.

Les articles 4, 5 et 7 précités procurent un fondement juridique aux différentes dispositions du projet, sous réserve de l'article 14 qui porte sur l'"attestation CE".

En ce qui concerne cet article 14, il peut toutefois être admis qu'en vertu de son pouvoir général d'exécution (article 108 de la Constitution), le Roi peut prendre les dispositions nécessaires pour l'exécution du titre II ("Capacités entrepreneuriales"), chapitre I^{er} ("Conditions d'établissement"), de la loi-programme du 10 février 1998. Les dispositions du chapitre visé, prises dans leur ensemble, procurent dès lors le fondement juridique requis à cet effet.

ADVIES 43.051/1
VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 7 mei 2007 door de Minister van Middenstand verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende maatregelen ter omzetting in de interne rechtsorde van Richtlijn 2005/36/EG van 7 september 2005 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de erkenning van beroepskwalificaties", heeft op 24 mei 2007 het volgende advies gegeven :

Rekening houdende met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Daarnaast bevat dit advies ook een aantal opmerkingen over andere punten. Daaruit mag echter niet worden afgeleid dat de afdeling wetgeving binnen de haar toegemeten termijn een exhaustief onderzoek van het ontwerp heeft kunnen verrichten.

*
* *

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

1. Het voor advies aan de Raad van State voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit beoogt de omzetting in de interne rechtsorde van Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties (1).

De nieuwe regeling komt in de plaats van het koninklijk besluit van 17 februari 2002 houdende maatregelen ter omzetting in de interne rechtsorde van Richtlijn 1999/42/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 juni 1999 betreffende de invoering van een regeling voor de erkenning van diploma's betreffende beroepswerkzaamheden die binnen de werkingssfeer van de liberaliseringsrichtlijnen en van de richtlijnen houdende overgangsmaatregelen vallen en tot aanvulling van het algemene stelsel van erkenning van diploma's, dat door artikel 15 van het ontwerp wordt opgeheven.

2. Als rechtsgrond voor het ontwerp wordt in de aanhef de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap aangewezen, met name de artikelen 3, 4, 5 en 7.

Op grond van artikel 3 van de genoemde programmawet dient onder "ondernemingsvaardigheden" te worden verstaan, enerzijds, de basis-kennis van het bedrijfsbeheer en, anderzijds, de beroepsbekwaamheid. De betrokken bepaling machtigt de Koning om een en ander te bepalen, maar het is niet duidelijk in welk opzicht voormeld artikel 3 het ontwerp tot rechtsgrond zou kunnen strekken.

Artikel 4, § 3, 1^o, van dezelfde wet machtigt de Koning om de akten aan te duiden die dienen als bewijs van de basiskennis van het bedrijfsbeheer.

Artikel 5, § 3, 1^o, van dezelfde wet geeft een analoge machtiging voor het bewijzen van de beroepsbekwaamheid die vereist is voor bepaalde activiteiten. Wat deze akten betreft, wordt de Koning in artikel 7, § 2, van dezelfde wet gemachtigd om te bepalen onder welke voorwaarden buitenlandse akten kunnen worden aanvaard.

De voormelde artikelen 4, 5 en 7 strekken de verschillende bepalingen van het ontwerp tot rechtsgrond, behoudens artikel 14 dat betrekking heeft op de "EG-verklaring".

Wat dat artikel 14 betreft, kan evenwel aangenomen worden dat de Koning op grond van zijn algemene uitvoeringsbevoegdheid (artikel 108 van de Grondwet) de nodige bepalingen kan nemen ter uitvoering van titel II ("Ondernemingsvaardigheden"), hoofdstuk I ("Vestigingsvoorwaarden"), van de programmawet van 10 februari 1998. De bepalingen van het bedoelde hoofdstuk, in hun geheel genomen, bieden hier dan ook de vereiste rechtsgrond.

Compétence

Dans la mesure où le régime en projet porte sur les conditions d'établissement, en matière de tourisme, qui est de la compétence des régions, (article 6, § 1^{er}, VI, dernier alinéa, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles) (2), il ne peut être concrétisé.

Examen du texte

Préambule

1. Vu l'observation formulée sur le fondement juridique, il y a lieu d'ajouter, au début du préambule, un nouvel alinéa faisant référence à l'article 108 de la Constitution.

2. Au premier alinéa du préambule (qui devient le deuxième), il y a lieu de supprimer la référence à l'article 3 de la loi-programme du 10 février 1998.

Article 3

Dans le texte néerlandais, l'article 3 du projet utilise le terme "rechtspersoon", alors qu'il est question à l'article 4, dans un contexte similaire, de "vennootschap". L'article 3 de l'arrêté royal du 17 février 2002, qui contient la même règle, fait également usage du terme "vennootschap". Le fonctionnaire délégué a déclaré qu'il faut remplacer le terme "rechtspersoon" de l'article 3 du projet par le terme "vennootschap".

Article 8

L'article 8 du projet précise qu'une attestation "délivrée par un autre Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat qui est partie à l'Accord sur l'Espace économique européen", relative à l'exercice sur son territoire d'activités qui font partie des professions réglementées, est reconnue comme preuve suffisante des capacités entrepreneuriales des mêmes professions, pour autant qu'il soit satisfait aux conditions fixées dans le projet.

Des précisions lui ayant été demandées à ce sujet, le fonctionnaire délégué a déclaré ce qui suit :

« De Richtlijn organiseert geen bewijsvoering, somt alleen de voorwaarden op waaraan moet worden voldaan om de verklaring te kunnen krijgen. Deze verklaring is in het land van bestemming een voldoende bewijs van de eventuele bekwaamheidseisen om een zelfstandig beroep uit te oefenen. Wanneer België (ondernemingsloketten) een verklaring ontvangt, moet die verklaring alleen volstaan. België kan zich niet bemoeien met de achterliggende bewijsvoering in het land van herkomst.

Wanneer België zelf een dergelijke verklaring uitreikt (art. 14), die wij EG-verklaring noemen, zijn alle rechtsgeldige bewijsmiddelen goed. Dit zal meestal de inschrijving als handelaar in de KBO zijn (om de juiste activiteiten te kunnen en de precieze identiteitsgegevens te kunnen vermelden) + een getuigschrift van een sociale verzekeringskas voor zelfstandigen (om de daadwerkelijke uitoefening van de zelfstandige activiteit te checken). Een attest van een werkgever wordt zeker niet uitgesloten, maar kan bezwaarlijk als voldoende bewijs worden beschouwd. In dat geval vragen we loondocumenten of een uittreksel uit de pensioenrekening (loopbaanoverzicht)".

La question se pose cependant de savoir si le régime en projet s'accorde tout à fait avec l'article 16 de la directive notamment. Cette disposition de la directive énonce :

« Lorsque, dans un Etat membre, l'accès à l'une des activités énumérées à l'annexe IV, ou son exercice, est subordonné à la possession de connaissances et d'aptitudes générales, commerciales ou professionnelles, cet Etat membre reconnaît comme preuve suffisante de ces connaissances et aptitudes l'exercice préalable de l'activité considérée dans un autre Etat membre. Cette activité doit avoir été exercée conformément aux articles 17, 18 et 19".

En effet, il ne ressort pas de cette disposition que la "preuve suffisante" doit nécessairement se présenter sous la forme d'une déclaration émanant de l'Etat membre ou l'Etat concerné. Tel que l'article 16 de la directive est rédigé, la forme de la preuve est libre (3) et il appartient à l'Etat membre d'accueillir d'apprécier si la preuve apportée des connaissances et de la compétence est "suffisante". Sur ce point, l'article 8 du projet ne paraît dès lors pas être conforme à la directive (4).

Bevoegdheid

In de mate dat de ontworpen regeling betrekking heeft op de vestigingsvoorwaarden inzake toerisme waarvoor de gewesten bevoegd zijn (artikel 6, § 1, VI, laatste lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen) (2), kan ze geen doorgang vinden.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

1. Gelet op wat over de rechtsgrond is opgemerkt, dient vooraan in de aanhef een nieuw lid te worden toegevoegd, waarin wordt verwezen naar artikel 108 van de Grondwet.

2. In het eerste lid van de aanhef (dat het tweede wordt), dient de verwijzing naar artikel 3 van de programmawet van 10 februari 1998 te worden geschrapt.

Artikel 3

In artikel 3 van het ontwerp wordt de term "rechtspersoon" gebruikt, terwijl in artikel 4 in een vergelijkbare context sprake is van "vennootschap". Ook in artikel 3 van het koninklijk besluit van 17 februari 2002, in welke bepaling dezelfde regeling voorkomt, wordt de term "vennootschap" gebruikt. De gemachtigde ambtenaar heeft verklaard dat het woord "rechtspersoon" in artikel 3 van het ontwerp vervangen moet worden door de term "vennootschap".

Artikel 8

In artikel 8 van het ontwerp wordt bepaald dat een verklaring "van een andere Lidstaat van de Europese Gemeenschap of van een andere Staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte" betreffende de uitoefening op haar grondgebied van activiteiten die deel uitmaken van gereguleerde beroepen, wordt aanvaard als voldoende bewijs van de ondernemersvaardigheden van dezelfde beroepen, voor zover wordt voldaan aan de voorwaarden bepaald in het ontwerp.

Daarover om toelichting verzocht, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende verklaard :

« De Richtlijn organiseert geen bewijsvoering, somt alleen de voorwaarden op waaraan moet worden voldaan om de verklaring te kunnen krijgen. Deze verklaring is in het land van bestemming een voldoende bewijs van de eventuele bekwaamheidseisen om een zelfstandig beroep uit te oefenen. Wanneer België (ondernemingsloketten) een verklaring ontvangt, moet die verklaring alleen volstaan. België kan zich niet bemoeien met de achterliggende bewijsvoering in het land van herkomst.

Wanneer België zelf een dergelijke verklaring uitreikt (art. 14), die wij EG-verklaring noemen, zijn alle rechtsgeldige bewijsmiddelen goed. Dit zal meestal de inschrijving als handelaar in de KBO zijn (om de juiste activiteiten te kennen en de precieze identiteitsgegevens te kunnen vermelden) + een getuigschrift van een sociale verzekeringskas voor zelfstandigen (om de daadwerkelijke uitoefening van de zelfstandige activiteit te checken). Een attest van een werkgever wordt zeker niet uitgesloten, maar kan bezwaarlijk als voldoende bewijs worden beschouwd. In dat geval vragen we loondocumenten of een uittreksel uit de pensioenrekening (loopbaanoverzicht)".

Het is echter de vraag of de ontworpen regeling geheel overeenstemt met inzonderheid artikel 16 van de richtlijn. Die bepaling van de richtlijn luidt :

« Wanneer in een lidstaat de toegang tot of uitoefening van een van de in bijlage IV vermelde werkzaamheden afhankelijk wordt gesteld van het bezit van algemene kennis, handels- of vakkennis en -bekwaamheid, beschouwt deze lidstaat als genoegzaam bewijs van die kennis en bekwaamheid het feit dat de werkzaamheid in kwestie voorafgaandelijk in een andere lidstaat is uitgeoefend. Deze werkzaamheid moet overeenkomstig de artikelen 17, 18 en 19 zijn uitgeoefend".

Uit die bepaling blijkt immers niet dat het "genoegzaam bewijs" noodzakelijk de vorm moet aannemen van een verklaring uitgaande van de betrokken lidstaat of staat. Zoals artikel 16 van de richtlijn is geredigeerd, is de vorm van de bewijsvoering vrij (3), en dient de ontvangende lidstaat te oordelen of het bewijs van de kennis en bekwaamheid dat wordt voorgebracht "genoegzaam" is. Op dit punt lijkt artikel 8 van het ontwerp dan ook niet in overeenstemming met de richtlijn (4).

Article 16

La nouvelle directive que le projet vise à transposer, abroge la Directive 199/42/CE, actuellement encore en vigueur, avec effet à partir du 20 octobre 2007 (voir l'article 62 de la Directive 2005/36/CE). Pourtant, l'article 16 du projet prévoit que le nouveau régime entrera en vigueur le 1^{er} septembre 2007. Le fonctionnaire délégué a déclaré à cet égard ce qui suit :

« Nous avons décidé de faire entrer en vigueur l'AR le 1^{er} septembre 2007 car cette date coïncide avec l'entrée en vigueur des nouveaux arrêtés de réglementations relatifs à l'accès à la profession, abrogeant la plupart des arrêtés actuels existants. Les articles 9, § 2 et 11, § 1^{er} du projet d'AR que vous étudiez font notamment référence à la nouvelle dénomination des professions qui se trouvent dans les nouveaux arrêtés de réglementations. L'ancien AR du 17 février 2002 (encore en vigueur aujourd'hui) fait référence aux dénominations actuelles des professions qui se trouvent dans les AR qui seront abrogés le 1^{er} septembre 2007 ».

La chambre était composée de :

MM. :

M. Van Damme, président de chambre;
J. Baert,
W. Van Vaerenbergh, conseillers d'Etat,
M. Tison, assesseur de la section de législation,
Mme M. Verschraeghen, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Mme G. Scheppers, auditeur.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Baert.

Le greffier, Le président,
M. Verschraeghen. M. Van Damme.

(1) Le fonctionnaire délégué a fait savoir qu'un tableau de concordance n'est pas disponible. Le Conseil d'Etat, section de législation, n'a donc pas pu vérifier dans le délai qui lui était imparti pour donner son avis, si la directive est entièrement transposée dans l'ordre juridique belge. Il est vivement conseillé aux auteurs du projet de vérifier si toutes les parties de la nouvelle directive ont été transposées.

(2) Voir par exemple concernant les groupes 718 et 720 de la nomenclature ISIC, la mention dans l'annexe de l'organisation, la présentation et la vente d'éléments d'un voyage ou d'un séjour.

(3) Ce qui, selon la déclaration du fonctionnaire délégué, est du reste d'application pour les activités professionnelles ou activités effectuées en Belgique, pour lesquelles tous les modes de preuve valables en droit sont acceptés.

(4) Il n'en demeure pas moins que la Belgique organise la délivrance par les autorités publiques de l'attestation pour les activités professionnelles et des activités exercées sur le territoire belge (voir l'article 14 du projet concernant la "déclaration CE").

17 AOÛT 2007. — Arrêté royal portant des mesures en vue de la transposition dans l'ordre juridique interne de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante, notamment les articles 4 et 5, modifiés par la loi du 11 mai 2003 et l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 17 février 2002 portant des mesures en vue de la transposition dans l'ordre juridique interne de la Directive 1999/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 juin 1999, instituant un mécanisme de reconnaissance des diplômes pour les activités professionnelles couvertes par les directives de libéralisation et portant mesures transitoires, et complétant le système général de reconnaissance des diplômes, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2006;

Vu la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;

Artikel 16

De nieuwe richtlijn, waarvan het ontwerp de omzetting beoogt, trekt de thans nog geldende Richtlijn 1999/42/EG in met ingang van 20 oktober 2007 (zie artikel 62 van Richtlijn 2005/36/EG). Toch bepaalt artikel 16 van het ontwerp dat de nieuwe regeling in werking treedt op 1 september 2007. De gemachtigde ambtenaar verklaarde in dit verband het volgende :

« Nous avons décidé de faire entrer en vigueur l'AR le 1^{er} septembre 2007 car cette date coïncide avec l'entrée en vigueur des nouveaux arrêtés de réglementations relatifs à l'accès à la profession, abrogeant la plupart des arrêtés actuels existants. Les articles 9, § 2 et 11, § 1^{er} du projet d'AR que vous étudiez font notamment référence à la nouvelle dénomination des professions qui se trouvent dans les nouveaux arrêtés de réglementations. L'ancien AR du 17 février 2002 (encore en vigueur aujourd'hui) fait référence aux dénominations actuelles des professions qui se trouvent dans les AR qui seront abrogés le 1^{er} septembre 2007 ».

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

M. Van Damme, kamervoorzitter;
J. Baert,
W. Van Vaerenbergh, staatsraden,
M. Tison, assessor van de afdeling wetgeving,
Mevr. M. Verschraeghen, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. G. Scheppers, auditeur.

De griffier, De voorzitter,
M. Verschraeghen. M. Van Damme.

(1) De gemachtigde ambtenaar liet weten dat er geen concordantietabel beschikbaar is. Aldus heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, binnen de tijd die hem voor zijn advies is gelaten, niet kunnen nagaan of de richtlijn volledig wordt omgezet in de Belgische rechtsorde. De stellers van het ontwerp wordt ten zeerste aangeraden na te gaan of alle onderdelen van de nieuwe richtlijn zijn omgezet.

(2) Zie bijvoorbeeld de in de bijlage, in verband met de groepen 718 en 720 van de ISIC-nomenclatuur, opgenomen verwijzing naar het organiseren, aanbieden en verkopen van elementen van een reis of verblijf.

(3) Zoals dat, volgens de verklaring van de gemachtigde ambtenaar, overigens wordt toegepast voor in België verrichte beroepswerkzaamheden of activiteiten, waarbij alle rechtsgeldige bewijsmiddelen worden aanvaard.

(4) Dat belet evenwel niet dat België een attestering door de overheid organiseert van op het Belgische grondgebied uitgeoefende beroepswerkzaamheden en activiteiten (zie artikel 14 van het ontwerp in verband met de "EG-verklaring").

17 AUGUSTUS 2007. — Koninklijk besluit houdende maatregelen ter omzetting in de interne rechtsorde van Richtlijn 2005/36/EG van 7 september 2005 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de erkenning van beroepskwalificaties

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap, inzonderheid op de artikelen 4 en 5, gewijzigd bij de wet van 11 mei 2003 en op artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 februari 2002 houdende maatregelen ter omzetting in de interne rechtsorde van Richtlijn 1999/42/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 juni 1999 betreffende de invoering van een regeling voor de erkenning van diploma's betreffende beroepswerkzaamheden die binnen de werkings-sfeer van de liberaliseringsrichtlijnen en van de richtlijnen houdende overgangsmaatregelen vallen en tot aanvulling van het algemene stelsel van erkenning van diploma's, gewijzigd op 1 juli 2006;

Gelet op de Richtlijn 2005/36/EG van 7 september 2005 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de erkenning van beroepskwalificaties;

Vu l'avis 43.051/1 du Conseil d'Etat, donné le 24 mai 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux activités professionnelles mentionnées dans l'annexe du présent arrêté et exercées dans une petite ou moyenne entreprise, hormis l'article 14 applicable à toute entreprise.

Par petites et moyennes entreprises, il convient d'entendre les PME au sens de l'article 2, 1°, de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante.

Art. 2. Les activités professionnelles réglementées en Belgique au sens du présent arrêté sont les activités pour lesquelles les conditions d'exercice sont d'application en vertu de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante.

Art. 3. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, relèvent du commerce de détail les activités exercées par toute personne physique ou société qui, à titre habituel et professionnel, achète des marchandises en son propre nom et pour son propre compte et les revend directement au consommateur final. Les marchandises peuvent être revendues soit en l'état, soit après transformation, traitement ou conditionnement, tels qu'ils sont usuellement pratiqués dans le commerce de détail.

Sont également considérés comme commerce de détail :

1° la vente au détail par les fabricants qui, sans être établis comme producteurs dans le pays d'accueil, y vendent eux-mêmes leur production au consommateur final;

2° la location de marchandises, dans la mesure où cette activité n'est pas exclue de la liste IV de l'annexe au présent arrêté;

3° le commerce ambulancier non industriel ou non artisanal, à savoir l'achat et la vente de marchandises :

a) par les marchands ambulants et colporteurs;

b) sur les marchés couverts en dehors d'installations fixées d'une manière stable au sol et sur les marchés non couverts.

§ 2. Ne relèvent pas du commerce de détail pour l'application du présent arrêté :

1° la vente au détail de médicaments et de produits pharmaceutiques, de produits toxiques et d'agents pathogènes, de tabac et de sel;

2° les activités des intermédiaires qui effectuent pour le compte d'autrui des ventes de détail aux enchères;

3° l'examen des organes de la vue, de l'ouïe ou d'autres organes ou parties du corps humain en vue de l'adaptation, de l'ajustement et de la vente d'appareils correcteurs de déficiences visuelles ou auditives, ou d'appareils orthopédiques.

Art. 4. § 1^{er}. En ce qui concerne les activités de restaurants et débits de boissons visées dans le groupe 852 de la liste IV de l'annexe du présent arrêté, le présent arrêté est applicable aux activités exercées par toute personne physique ou société qui, à titre habituel et professionnel, fournit, en son propre nom et pour son propre compte, dans l'établissement ou les établissements qu'elle exploite, des aliments préparés ou des boissons destinées à être consommés sur place.

La fourniture de repas à consommer en dehors de l'établissement où ils ont été préparés, tombe également dans le groupe de services visé ci-dessus.

§ 2. En ce qui concerne les activités des hôtels meublés et établissements analogues et terrains de camping, visées au groupe 853 de la liste IV de l'annexe du présent arrêté, le présent arrêté est applicable aux activités exercées par toute personne physique ou société qui, à titre habituel et professionnel, en son propre nom et pour son propre compte, fournit :

1° dans l'établissement ou les établissements qu'elle exploite, des logements meublés ou des chambres meublées,

2° ou sur des terrains aménagés, des emplacements et installations de camping destinés à des séjours temporaires, et, dans chaque cas, fournit en outre les services complémentaires habituellement y afférents.

Gelet op advies 43.051/1 van de Raad van State, gegeven op 24 mei 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de activiteiten en beroepswerkzaamheden vermeld in de bijlage bij dit besluit, voor zover die worden uitgeoefend in een kleine of middelgrote onderneming, afgezien van het artikel 14 dat van toepassing is op alle ondernemingen.

Onder kleine en middelgrote ondernemingen wordt verstaan de KMO's, in de zin van artikel 2, 1°, van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap.

Art. 2. De in België gereguleerde beroepswerkzaamheden in de zin van dit besluit, zijn de werkzaamheden waarvoor uitoefeningsvoorwaarden zijn opgelegd krachtens de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap.

Art. 3. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt onder kleinhandel verstaan, de werkzaamheden verricht door iedere natuurlijke persoon of vennootschap die er zijn (haar) beroep van maakt geregeld goederen op eigen naam en voor eigen rekening te kopen en rechtstreeks aan de eindconsument weder te verkopen. De goederen kunnen weder worden verkocht in dezelfde staat of nadat deze op een in de kleinhandel gebruikelijke wijze zijn bewerkt, behandeld of opge maakt.

Als kleinhandel worden eveneens beschouwd :

1° de verkoop in het klein door producenten, die zonder als producent in het ontvangende land gevestigd te zijn, daar zelf hun producten aan de eindconsument verkopen;

2° het verhuren van goederen voor zover deze werkzaamheid niet is uitgesloten in de lijst IV van de bijlage bij dit besluit;

3° de niet-industriële of niet-ambachtelijke ambulante handel, namelijk de koop en verkoop van goederen :

a) door venters en colporteurs;

b) op overdekte markten anders dan in inrichtingen en op niet overdekte markten.

§ 2. Ressorteren voor de toepassing van dit besluit niet onder de kleinhandel :

1° de verkoop in het klein van geneesmiddelen en farmaceutische producten, van giftige producten en ziekteverwekkende agentia, van tabak en van zout;

2° de werkzaamheden van tussenpersonen die voor rekening van derden goederen in het klein verkopen op veilingen;

3° het onderzoeken van het gezichts- of gehoororgaan of van andere organen of delen van het menselijk lichaam met het oog op het aanpassen, bijstellen en verkopen van apparaten voor het verbeteren van gebreken in gezichtsvermogen en gehoor, of van orthopedische apparatuur.

Art. 4. § 1. Wat de activiteiten betreft van restaurants en slijterijen, bedoeld in groep 852 van lijst IV van de bijlage bij dit besluit, is dit besluit van toepassing op de werkzaamheden verricht door iedere natuurlijke persoon of vennootschap die er zijn of haar beroep van maakt op eigen naam en voor eigen rekening geregeld in één of meer door hem of haar gehouden bedrijven bereide voedingsmiddelen of dranken voor gebruik ter plaatse te leveren.

De levering van maaltijden die worden gebruikt buiten het bedrijf waar zij werden bereid, valt eveneens in de bovenvermelde dienstengroep.

§ 2. Wat de activiteiten betreft van hotels, pensions en dergelijke inrichtingen en kampeerterrinen, bedoeld in groep 853 van lijst IV van de bijlage bij dit besluit, is dit besluit van toepassing op de werkzaamheden verricht door iedere natuurlijke persoon of vennootschap die er zijn of haar beroep van maakt op eigen naam en voor eigen rekening geregeld :

1° in één of meer door hem of haar gehouden bedrijven aan de klanten gemeubileerde appartementen of gemeubileerde kamers te verschaffen,

2° of op daartoe ingerichte terreinen kampeerplaatsen en -installaties voor tijdelijk verblijf ter beschikking te stellen, en, in elk van deze gevallen, bovendien de gewoonlijk daarmee samenhangende, bijkomende diensten te verstrekken.

Art. 5. § 1^{er}. A l'exception des activités correspondant à celles visées aux classes 20A, 20B, 21 et dans le groupe 304 de la liste I en annexe du présent arrêté, relèvent des industries alimentaires et de la fabrication de boissons les activités de vente des fabricants qui, établis en tant que tels dans le pays d'accueil, vendent eux-mêmes leur production, soit en gros, soit au détail.

§ 2. Ne relèvent pas des industries alimentaires :

1° la fabrication des médicaments et des produits pharmaceutiques;

2° la production primaire de denrées alimentaires et de boissons par l'agriculture, y compris la viticulture, par la sylviculture, la chasse ou la pêche;

3° la transformation du poisson effectuée à bord de navires de pêche ou de navires-usines.

CHAPITRE II. — Reconnaissance de diplômes

Art. 6. § 1^{er}. Un ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat qui est partie à l'Accord sur l'Espace économique européen, dénommé ci-après le bénéficiaire, peut établir ses capacités entrepreneuriales en vue d'exercer une activité réglementée, visée à l'article 2 du présent arrêté, au moyen d'un certificat, diplôme ou autre titre acquis dans le but d'exercer la même activité ailleurs dans la Communauté européenne ou l'Espace économique européen.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'un titre étranger qui n'a pas été déclaré équivalent selon des traités internationaux ou par l'autorité compétente avec ceux cités au § 1^{er}, le Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions, ou son délégué ou le Conseil d'Etablissement saisi d'un recours, peut reconnaître le titre en question après un examen comparatif entre les connaissances et compétences attestées par ce titre et celles qui sont requises par ces dispositions.

Art. 7. Lorsque l'examen comparatif montre une différence substantielle entre les compétences attestées et les exigences requises, le bénéficiaire a la possibilité de présenter une épreuve d'aptitude devant un jury central. Cette épreuve porte sur les différences substantielles qui auront été établies.

Les jurys centraux créés en application du Chapitre I^{er} du Titre II de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante sont compétents.

CHAPITRE III. — Reconnaissance des qualifications professionnelles sur la base de l'expérience professionnelle

Art. 8. Une attestation délivrée par l'autorité ou l'organisme compétent d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat qui est partie à l'Accord sur l'Espace économique européen, relative à l'exercice sur son territoire d'activités qui font partie des professions réglementées, visées à l'article 2, est reconnue comme preuve suffisante des capacités entrepreneuriales des mêmes professions, pour autant qu'il soit satisfait aux conditions du présent arrêté.

Art. 9. § 1^{er}. L'exercice des activités réglementées énumérées au § 2 du présent article doit avoir été effectué :

1° soit pendant six années consécutives à titre de chef d'entreprise indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise;

2° soit pendant trois années consécutives à titre de chef d'entreprise indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins trois ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent;

3° soit pendant quatre années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins deux ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent;

4° soit pendant trois années consécutives à titre de chef d'entreprise indépendant, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a exercé à titre salarié l'activité professionnelle en cause pendant cinq ans au moins;

Art. 5. § 1. Behalve de activiteiten die overeenkomen met deze bedoeld in de klassen 20A, 20B, 21 en groep 304 van lijst I van de bijlage bij dit besluit, behoren voor de toepassing van dit besluit tot de levensmiddelenindustrie en de vervaardiging van dranken, de verkoopwerkzaamheden van fabrikanten die als zodanig in het ontvangende land gevestigd zijn en zelf hun productie verkopen, in het groot of in het klein.

§ 2. Ressorteren niet onder de levensmiddelenindustrie :

1° de vervaardiging van geneesmiddelen en farmaceutische producten;

2° de productie van grondstoffen voor levensmiddelen en dranken door de landbouw, met inbegrip van de wijnbouw, door de bosbouw, de jacht en de visserij;

3° de visverwerking aan boord van vissersschepen of fabrieksschepen.

HOOFDSTUK II. — Erkenning van diploma's

Art. 6. § 1. Een onderdaan van een Lidstaat van de Europese Gemeenschap of van een andere Staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, hierna de begunstigde genoemd, kan zijn ondernemersvaardigheden voor de uitoefening van een van de activiteiten of beroepswerkzaamheden bedoeld in artikel 2 van dit besluit staven met een certificaat, diploma of andere akte die is behaald met het oog op de uitoefening van dezelfde activiteit elders in de Europese Gemeenschap of de Europese Economische Ruimte.

§ 2. Wanneer het gaat om een vreemde akte die niet gelijkwaardig werd verklaard volgens internationale verdragen of door de bevoegde instantie met deze bedoeld in § 1, kan de Minister bevoegd voor Middenstand, of zijn gemachtigde of de Vestigingsraad ingeval van beroep, die akte erkennen na het vergelijken van de kennis en de vaardigheden bevestigd door de akte met deze die zijn vereist door die bepalingen.

Art. 7. Indien uit de vergelijking een wezenlijk verschil tussen de bedoelde vaardigheden blijkt, kan de begunstigde een bekwaamheidsproef afleggen voor een centrale examencommissie. Deze proef gaat over de vastgestelde wezenlijke verschillen.

De centrale examencommissies die werden opgericht in uitvoering van Hoofdstuk I van Titel II van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap zijn bevoegd.

HOOFDSTUK III. — Erkenning van beroepskwalificaties op grond van praktijkervaring

Art. 8. Een verklaring afgegeven door de bevoegde autoriteit of instelling van een andere Lidstaat van de Europese Gemeenschap of van een andere Staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, betreffende de uitoefening op haar grondgebied van activiteiten die deel uitmaken van geregelende beroepen, bedoeld in artikel 2 van dit besluit, wordt aanvaard als voldoende bewijs van de ondernemersvaardigheden van dezelfde beroepen, voor zover wordt voldaan aan de voorwaarden van dit besluit.

Art. 9. § 1. De uitoefening van de in § 2 van dit artikel genoemde geregelende beroepen moet plaats gevonden hebben :

1° hetzij gedurende zes opeenvolgende jaren als zelfstandig ondernemingshoofd of als bedrijfsleider;

2° hetzij gedurende drie opeenvolgende jaren als zelfstandig ondernemingshoofd of als bedrijfsleider, indien de begunstigde bewijst dat hij voor de betrokken activiteit een voorafgaande opleiding van ten minste drie jaar heeft gevolgd, die met een op nationaal niveau erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroeps- of bedrijfsorganisatie als volwaardig is aangemerkt;

3° hetzij gedurende vier opeenvolgende jaren als zelfstandige of als bedrijfsleider, wanneer de begunstigde aantoonde dat hij voor de betrokken werkzaamheid een voorafgaande opleiding van ten minste twee jaar heeft gevolgd, die met een door de lidstaat erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroepsorganisatie als volwaardig is erkend;

4° hetzij gedurende drie opeenvolgende jaren als zelfstandig ondernemingshoofd, indien de begunstigde bewijst dat hij de betrokken activiteit gedurende ten minste vijf jaar als werknemer heeft uitgeoefend;

5° soit pendant cinq années consécutives dans des fonctions de cadre supérieur, dont un minimum de trois ans dans des fonctions techniques impliquant la responsabilité d'au moins un département de l'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins trois ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent.

Dans les cas visés aux points 1° et 4°, cette activité ne doit pas avoir pris fin depuis plus de dix ans à la date du dépôt de la demande de l'attestation prévue à l'article 8.

§ 2. Le présent article est applicable aux activités réglementées suivantes :

- 1° l'activité d'installateur-frigoriste;
- 2° les activités dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale.
- 3° l'activité d'opticien;
- 4° l'activité de boulanger-pâtissier;
- 5° les activités relatives aux bicyclettes et aux véhicules à moteur.

Art. 10. L'exercice de la profession réglementée de coiffeur doit avoir été effectué :

1° soit pendant six années consécutives à titre de chef d'entreprise indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise;

2° soit pendant trois années consécutives à titre de chef d'entreprise indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins trois ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent;

3° soit pendant quatre années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins deux ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent;

4° soit pendant trois années consécutives à titre de chef d'entreprise indépendant, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a exercé à titre salarié l'activité en question pendant cinq ans au moins.

Dans les cas visés aux points 1° et 4°, cette activité ne doit pas avoir pris fin depuis plus de dix ans à la date du dépôt de la demande d'attestation prévue à l'article 8.

Art. 11. § 1^{er}. L'exercice des professions réglementées de restaurateur ou traiteur-organisateur de banquet, technicien dentaire, pédicure, masseur(-euse), esthéticien(ne) et d'entrepreneur de pompes funèbres doit avoir été effectué :

1° soit pendant trois années consécutives à titre de chef d'entreprise indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise;

2° soit pendant deux années consécutives à titre de chef d'entreprise indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent;

3° soit pendant deux années consécutives à titre de chef d'entreprise indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a exercé à titre salarié l'activité en question pendant trois ans au moins;

4° soit pendant trois années consécutives à titre salarié, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent.

§ 2. L'exercice des activités liées au commerce de détail visé à l'article 3 et de commerce de gros visée à l'ex groupe 611 de la liste IV de l'annexe du présent arrêté relève également de cet article.

§ 3. Dans les cas visés aux points 1° et 3° du § 1^{er}, cette activité ne doit pas avoir pris fin depuis plus de dix ans à la date du dépôt de la demande prévue à l'article 8.

5° hetzij gedurende vijf opeenvolgende jaren als lid van het leidinggevend personeel waarvan minstens drie jaar in technische functies die de verantwoordelijkheid voor ten minste één afdeling van de onderneming inhouden, indien de begunstigde bewijst dat hij voor de betrokken activiteit een voorafgaande opleiding van ten minste drie jaar heeft gevolgd, die is afgesloten met een op nationaal niveau erkend certificaat of die door een bevoegde beroeps- of bedrijfsorganisatie als volwaardig is aangemerkt.

In de onder 1° en 4° bedoelde gevallen mogen op de datum van de aanvraag van de in artikel 8 bedoelde verklaring sedert de beëindiging van de activiteit niet meer dan tien jaar zijn verstreken.

§ 2. Dit artikel is van toepassing op de volgende gereglementeerde activiteiten of beroepswerkzaamheden :

- 1° de activiteiten van installateur-frigorist;
- 2° de activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming;
- 3° de activiteiten van opticien;
- 4° de activiteiten van broodbakker en van banketbakker;
- 5° de activiteiten met betrekking tot fietsen en motorvoertuigen.

Art. 10. De uitoefening van de gereglementeerde activiteiten van kapper/kapster moet plaats gevonden hebben :

1° hetzij gedurende zes opeenvolgende jaren als zelfstandig ondernemingshoofd of als bedrijfsleider;

2° hetzij gedurende drie opeenvolgende jaren als zelfstandig ondernemingshoofd of als bedrijfsleider, indien de begunstigde bewijst dat hij voor de betrokken activiteit een voorafgaande opleiding van ten minste drie jaar heeft gevolgd, die met een op nationaal niveau erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroeps- of bedrijfsorganisatie als volwaardig is aangemerkt;

3° hetzij gedurende vier opeenvolgende jaren als zelfstandige of als bedrijfsleider, wanneer de begunstigde kan aantonen dat hij voor de betrokken werkzaamheid een voorafgaande opleiding van ten minste twee jaar heeft gevolgd, die met een door de lidstaat erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroepsorganisatie als volwaardig is erkend;

4° hetzij gedurende drie opeenvolgende jaren als zelfstandig ondernemingshoofd, indien de begunstigde bewijst dat hij de betrokken activiteit gedurende ten minste vijf jaar als werknemer heeft uitgeoefend.

In de onder 1° en 4° bedoelde gevallen mogen op de datum van de aanvraag van de in artikel 8 bedoelde verklaring sedert de beëindiging van de activiteit niet meer dan tien jaar zijn verstreken.

Art. 11. § 1. De uitoefening van de gereglementeerde activiteiten van restaurateur of traiteur-banketaannemer, van dentaaltechnicus, van voetverzorg(st)er, van masseur/masseuse, van schoonheidsspecialist(e) en van begrafenisondernemer moet plaats gevonden hebben :

1° hetzij gedurende drie opeenvolgende jaren als zelfstandig ondernemingshoofd of als bedrijfsleider;

2° hetzij gedurende twee opeenvolgende jaren als zelfstandig ondernemingshoofd of als bedrijfsleider, indien de begunstigde bewijst dat hij voor de betrokken activiteit een voorafgaande opleiding heeft gevolgd, die met een op nationaal niveau erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroeps- of bedrijfsorganisatie als volwaardig is aangemerkt;

3° hetzij gedurende twee opeenvolgende jaren als zelfstandig ondernemingshoofd of als bedrijfsleider, indien de begunstigde bewijst dat hij de betrokken activiteit gedurende ten minste drie jaar als werknemer heeft uitgeoefend;

4° hetzij gedurende drie opeenvolgende jaren als werknemer, indien de begunstigde bewijst dat hij voor de betrokken activiteit een voorafgaande opleiding heeft gevolgd, die met een op nationaal niveau erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroepsorganisatie als volwaardig is aangemerkt.

§ 2. De uitoefening van de werkzaamheden met betrekking tot de kleinhandel bedoeld in artikel 3 en de groothandel bedoeld in ex groep 611 van lijst IV van de bijlage bij dit besluit valt eveneens onder het toepassingsgebied van dit artikel.

§ 3 In de onder 1° en 3° van § 1 bedoelde gevallen mogen op de datum van de aanvraag van de in artikel 8 bedoelde verklaring sedert de beëindiging van de activiteit niet meer dan tien jaar zijn verstreken.

Art. 12. § 1^{er}. L'exercice de la profession réglementée de dégraisseur-teinturier doit avoir été effectué :

1° soit pendant cinq années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise;

2° soit pendant trois années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins trois ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent;

3° soit pendant quatre années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins deux ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent;

4° soit pendant trois années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a exercé l'activité en question à titre salarié pendant cinq ans au moins,

5° soit pendant cinq années consécutives à titre salarié, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins trois ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent;

6° soit pendant six années consécutives à titre salarié, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins deux ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent.

§ 2. Dans les cas visés aux points 1° et 4° du § 1^{er}, cette activité ne doit pas avoir pris fin depuis plus de dix ans à la date du dépôt de l'attestation prévue à l'article 8.

Art. 13. Est considérée comme exerçant une activité de dirigeant d'entreprise au sens des articles 9, 10, 11 et 12, toute personne ayant exercé dans une entreprise de la branche professionnelle correspondante :

1° la fonction de dirigeant d'une entreprise ou d'une succursale;

2° ou la fonction d'adjoint au propriétaire ou au dirigeant d'une entreprise si cette fonction implique une responsabilité correspondant à celle du chef d'entreprise ou du dirigeant représenté;

3° ou la fonction de cadre supérieur chargé de tâches commerciales et/ou techniques et responsable d'un ou de plusieurs services de l'entreprise.

CHAPITRE IV. — L'attestation CE

Art. 14. § 1^{er}. L'attestation, dénommée attestation CE, relative à l'exercice dans une entreprise sur le territoire du Royaume d'activités professionnelles reprises dans l'annexe du présent arrêté, est délivrée par Notre Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions ou le fonctionnaire délégué à cet effet.

§ 2. Pour l'obtention d'une attestation CE relative à une ou plusieurs activités figurant sur la liste I de l'annexe du présent arrêté, les conditions de l'article 9 sont d'application.

§ 3. Pour l'obtention d'une attestation CE relative aux activités des salons de coiffure figurant sur la liste II de l'annexe, les conditions de l'article 10 sont d'application.

§ 4. Pour l'obtention d'une attestation CE relative à une ou plusieurs activités professionnelles figurant sur la liste III de l'annexe, les conditions de l'article 12 sont d'application.

§ 5. Pour l'obtention d'une attestation CE relative à une ou plusieurs activités figurant sur la liste IV de l'annexe, les conditions de l'article 11 sont d'application.

CHAPITRE V. — Dispositions d'abrogation et d'exécution

Art. 15. L'arrêté royal du 17 février 2002 portant des mesures en vue de la transposition dans l'ordre juridique interne de la Directive 1999/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 juin 1999, instituant un mécanisme de reconnaissance des diplômes pour les activités professionnelles couvertes par les directives de libéralisation et portant mesures transitoires, et complétant le système général de reconnaissance des diplômes, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2006, est abrogé.

Art. 16. Le présent arrêté royal entre en vigueur le 1^{er} septembre 2007.

Art. 12. § 1. De uitoefening van de gereguleerde beroepswerkzaamheid van droogkuiser-verver moet plaats gevonden hebben :

1° hetzij gedurende vijf opeenvolgende jaren als zelfstandige of als bedrijfsleider;

2° hetzij gedurende drie opeenvolgende jaren als zelfstandige of als bedrijfsleider, wanneer de begunstigde kan aantonen dat hij voor de betrokken werkzaamheid een voorafgaande opleiding van ten minste drie jaar heeft gevolgd, die met een door de lidstaat erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroepsorganisatie als volwaardig is erkend;

3° hetzij gedurende vier opeenvolgende jaren als zelfstandige of als bedrijfsleider, wanneer de begunstigde kan aantonen dat hij voor de betrokken werkzaamheid een voorafgaande opleiding van ten minste twee jaar heeft gevolgd, die met een door de lidstaat erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroepsorganisatie als volwaardig is erkend;

4° hetzij gedurende drie opeenvolgende jaren als zelfstandige of als bedrijfsleider, wanneer de begunstigde kan aantonen dat hij de betrokken werkzaamheid gedurende ten minste vijf jaar als werknemer heeft uitgeoefend;

5° hetzij gedurende vijf opeenvolgende jaren als werknemer, wanneer de begunstigde kan aantonen dat hij voor de betrokken werkzaamheid een voorafgaande opleiding van ten minste drie jaar heeft gevolgd, die met een door de lidstaat erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroepsorganisatie als volwaardig is erkend;

6° hetzij gedurende zes opeenvolgende jaren als werknemer, wanneer de begunstigde kan aantonen dat hij voor de betrokken werkzaamheid een voorafgaande opleiding van ten minste twee jaar heeft gevolgd, die met een door de lidstaat erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroepsorganisatie als volwaardig is erkend.

§ 2. In de onder 1° en 4° van § 1 bedoelde gevallen mag deze werkzaamheid niet meer dan tien jaar vóór de datum van indiening van de verklaring bedoeld in artikel 8, zijn beëindigd.

Art. 13. De activiteit van bedrijfsleider in de zin van de artikelen 9, 10, 11 en 12 wordt geacht te worden uitgeoefend door ieder die in een onderneming van de bedrijfstak in kwestie werkzaam is geweest :

1° als bedrijfsleider of als leider van een filiaal van een onderneming;

2° of als plaatsvervanger van de eigenaar of van de bedrijfsleider indien deze functie, wat verantwoordelijkheid betreft, met die van de vertegenwoordigde ondernemer of bedrijfsleider overeenstemt;

3° of als lid van het leidinggevend personeel, belast met commerciële en/of technische taken en verantwoordelijk voor één of meer afdelingen van de onderneming.

HOOFDSTUK IV. — De EG-verklaring

Art. 14. § 1. De verklaring, EG-verklaring genoemd, betreffende de uitoefening in een onderneming op het grondgebied van het Koninkrijk van beroepswerkzaamheden of activiteiten bedoeld in de bijlage bij dit besluit, wordt uitgereikt door Onze Minister bevoegd voor de Middenstand of door de daartoe gemachtigde ambtenaar.

§ 2. Voor een EG-verklaring van een of meer van de activiteiten vermeld in lijst I van de bijlage bij dit besluit, gelden de voorwaarden van artikel 9.

§ 3. Voor een EG-verklaring van activiteiten met betrekking tot kapsalons, zoals bedoeld in lijst II van de bijlage, gelden de voorwaarden van artikel 10.

§ 4. Voor een EG-verklaring van een of meer van de beroepswerkzaamheden van lijst III van de bijlage gelden de voorwaarden van artikel 12.

§ 5. Voor een EG-verklaring van een of meer van de activiteiten bedoeld in lijst IV van de bijlage, gelden de voorwaarden van artikel 11.

HOOFDSTUK V. — Opheffings- en uitvoeringsbepalingen

Art. 15. Het koninklijk besluit van 17 februari 2002 houdende maatregelen ter omzetting in de interne rechtsorde van Richtlijn 1999/42/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 juni 1999 betreffende de invoering van een regeling voor de erkenning van diploma's betreffende beroepswerkzaamheden die binnen de werksfeer van de liberaliseringsrichtlijnen en van de richtlijnen houdende overgangsmaatregelen vallen en tot aanvulling van het algemene stelsel van erkenning van diploma's, gewijzigd door het koninklijk besluit van 1 juli 2006, wordt opgeheven.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2007.

Art. 17. Notre Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 août 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes,
Mme S. LARUELLE

Art. 17. Onze Minister bevoegd voor Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 augustus 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,
Mevr. S. LARUELLE

Annexe à l'arrêté royal portant des mesures en vue de la transposition dans l'ordre juridique interne de la Directive 2005/36 du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles
La nomenclature des activités professionnelles mentionnées ci-dessous est celle de la nomenclature des industries établies dans les Communautés européennes, en abrégé :

NICE

LISTE I

classe 20 A

Industrie des corps gras végétaux et animaux 200

classe 20 B

Industries alimentaires (à l'exclusion de la fabrication des boissons)

Abattage du bétail, préparation et mise en conserve de viande 201

Industrie du lait 202

Fabrication de conserves de fruits et légumes 203

Fabrication de conserves de poisson et d'autres produits de la mer 204

Travail des grains 205

Boulangerie, pâtisserie, biscotterie, biscuiterie 206

Industrie du sucre 207

Industrie du cacao, du chocolat et de la confiserie de sucre 208

Fabrication de produits alimentaires divers 209

classe 21

Fabrication des boissons

Industrie des alcools éthyliques de fermentation, de la levure et des spiritueux 211

Industrie du vin et des boissons alcooliques similaires non maltées 212

Brasserie et malterie 213

Industrie des boissons hygiéniques et eaux gazeuses 214

classe 23

Industrie textile

Transformation de matières textiles sur matériel lainier 232

Transformation de matières textiles sur matériel cotonnier 233

Transformation de matières textiles sur matériel de soierie 234

Transformation de matières textiles sur matériel pour lin et chanvre 235

Industrie des autres fibres textiles (jute, fibres dures, etc.), corderie 236

Bonneterie 237

Achèvement des textiles 238

Autres industries textiles 239

classe 24

Fabrication de chaussures, d'articles d'habillement et de literie

Fabrication mécanique des chaussures (sauf en caoutchouc et en bois) 241

Fabrication à la main et réparation des chaussures 242

Fabrication des articles d'habillement (à l'exclusion des fourrures) 243

Fabrication de matelas et de literie 244

Industries des pelleteries et fourrures 245

classe 25

Industrie du bois et du liège (à l'exclusion de l'industrie du meuble en bois)	
Sciage et préparation industrielle du bois	251
Fabrication de produits demi-finis en bois	252
Charpente, menuiserie, parquets (fabrication en série)	253
Fabrication d'emballages en bois	254
Fabrication d'autres ouvrages en bois (à l'exclusion des meubles)	255
Fabrication d'articles en paille, liège, vannerie et rotin de broserie	259

classe 26

Industrie du meuble en bois	260
-----------------------------	-----

classe 27

Industrie du papier et fabrication des articles en papier	
Fabrication de la pâte, du papier et du carton	271
Transformation du papier et du carton, fabrication d'articles en pâte	272

classe 28

Imprimerie, édition et industries annexes	280
---	-----

classe 29

Industrie du cuir	
Tannerie-megisserie	291
Fabrication d'articles en cuir et similaires	292

ex classe 30

Industrie du caoutchouc, des matières plastiques, des fibres artificielles ou synthétiques et des produits amylacés	
Transformation du caoutchouc et de l'amiante	301
Transformation des matières plastiques	302
Production de fibres artificielles et synthétiques	303
Industrie des produits amylacés	304

ex classe 31

Industrie chimique	
Fabrication de produits chimiques de base et fabrication suivie de transformation plus ou moins élaborée de ces produits	311
Fabrication spécialisée de produits chimiques principalement destinés à l'industrie et à l'agriculture (ici à ajouter : la fabrication de graisses et huiles industrielles d'origine végétale ou animale contenue dans le groupe 312 CITI)	312
Fabrication spécialisée de produits chimiques principalement destinés à la consommation domestique et à l'administration (ici à retrancher la fabrication de produits médicaux et pharmaceutiques (ex groupe 319 CITI))	313

classe 32

Industrie du pétrole	320
----------------------	-----

classe 33

Industrie des produits minéraux non métalliques	
Fabrication de matériaux de construction en terre cuite	331
Industrie du verre	332
Fabrication des grés, porcelaines, faïences et produits réfractaires	333
Fabrication de ciment, de chaux et de plâtre	334
Fabrication de matériaux de construction et de travaux publics en béton, en ciment et en plâtre	335
Travail de la pierre et de produits minéraux non métalliques	339

classe 34

Production et première transformation des métaux ferreux et non ferreux	
Sidérurgie (selon le Traite CECA, y compris les cokeries sidérurgiques intégrées)	341
Fabrication de tubes d'acier	342
Tréfilage, étirage, laminage de feuillards, profilage à froid	343
Production et première transformation des métaux non ferreux	344
Fonderies de métaux ferreux et non ferreux	345

classe 35

Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	
Forge, estampage, matriçage, gros emboutissage	351
Seconde transformation, traitement et revêtement des métaux	352
Construction métallique	353
Chaudronnerie, construction de réservoirs et d'autres pièces de tôlerie	354
Fabrication d'outillage et d'articles finis en métaux, à l'exclusion du matériel électrique	355
Activités auxiliaires des industries mécaniques	359

classe 36

Construction de machines non électriques	
Construction de machines et tracteurs agricoles	361
Construction de machines de bureau	362
Construction de machines-outils pour le travail des métaux, d'outillage et d'outils pour machines	363
Construction de machines textiles et de leurs accessoires, fabrication de machines à coudre	364
Construction de machines et d'appareils pour les industries alimentaires, chimiques et connexes	365
Construction de matériel pour les mines, la sidérurgie et les fonderies, pour le génie civil et le bâtiment; construction de matériel de levage et de manutention	366
Fabrication d'organes de transmission	367
Construction d'autres matériaux spécifiques	368
Construction d'autres machines et appareils non électriques	369

classe 37

Construction de machines et fournitures électriques	
Fabrication de fils et câbles électriques	371
Fabrication de matériel électrique d'équipement (monteurs, générateurs, transformateurs, interrupteurs, appareillage industriel, etc.)	372
Fabrication de matériel électrique d'utilisation	373
Fabrication de matériel de télécommunication, de compteurs, d'appareils de mesure et de matériel électromédical	374
Construction d'appareils électroniques, radio, télévision, électroacoustique	375
Fabrication d'appareils électrodomestiques	376
Fabrication de lampes et de matériel d'éclairage	377
Fabrication de piles et d'accumulateurs	378
Réparation, montage, travaux d'installation technique (installation de machines électriques)	379

ex classe 38

Construction de matériel de transport	
Construction d'automobiles et pièces détachées	383
Ateliers indépendants de réparation d'automobiles, motocycles ou cycles	384
Construction de motocycles, de cycles et de leurs pièces détachées	385
Construction de matériel de transport nda	389

classe 39

Industries manufacturières diverses

Fabrication d'instruments de précision, d'appareils de mesure et de contrôle	391
Fabrication de matériel medico-chirurgical et d'appareils orthopédiques (à l'exclusion de chaussures orthopédiques)	392
Fabrication d'instruments d'optique et de matériel photographique	393
Fabrication et réparation de montres et horloges	394
Bijouterie, orfèvrerie, joaillerie et taille de pierres précieuses	395
Fabrication et réparation d'instruments de musique	396
Fabrication de jeux, jouets et articles de sport	397
Industries manufacturières diverses	399

classe 40

Bâtiment et génie civil

Bâtiment et génie civil (sans spécialisation), démolition	400
Construction d'immeubles (d'habitation et autres)	401
Génie civil : construction de routes, ponts, voies ferrées, etc.	402
Installation	403
Aménagement	404

LISTE II

ex groupe 855

Salons de coiffure (à l'exclusion des activités de pédicure et des écoles professionnelles de soins de beauté)

LISTE III

Ex classe 04

Pêche

Pêche dans les eaux intérieures	043
---------------------------------	-----

Ex classe 38

Construction de matériel de transport

Construction navale et réparation des navires	381
Construction de matériel ferroviaire	382
Construction d'avions (y compris la construction de matériel spatial)	386

Ex classe 71

Activités auxiliaires des transports et activités autres que transport relevant des groupes suivants :

Exploitation de wagons-lits et de wagons-restaurants; entretien du matériel ferroviaire dans les ateliers de réparation; nettoyage des wagons	Ex 711
Entretien des matériels de transport urbain, suburbain et interurbain de voyageurs	Ex 712
Entretien des autres matériels de transport routier de voyageurs (tels qu'automobiles, autocars, taxis)	Ex 713
Exploitation et entretien d'ouvrages auxiliaires des transports routiers (tels que routes, tunnels et ponts routiers à péage, gares routières, parkings, dépôts d'autobus et de tramways)	Ex 714
Activités auxiliaires relatives à la navigation intérieure (telles qu'exploitation et entretien des voies d'eau, ports et autres installations pour la navigation intérieure; remorquage et pilotage dans les ports, balisage, chargement et déchargement des bateaux et autres activités analogues, telles que sauvetage de bateaux, halage, exploitation de garages pour canots)	Ex 716

Classe 73

Communications : postes et télécommunications

Ex classe 85

Services personnels

Blanchisseries, nettoyage à sec, teintureries	854
Studios photographiques : portraits et photographie commerciale, à l'exception de l'activité de reporter-photographe	Ex 856
Services personnels non classés ailleurs (uniquement entretien et nettoyage d'immeubles ou de locaux)	Ex 859

Exercice ambulante des activités suivantes :

a) achat et vente de marchandises :

— par les marchands ambulants et colporteurs (ex-groupe 612 CITI),

— sur les marchés couverts en dehors d'installations fixées d'une manière stable au sol et sur les marchés non couverts;

b) les activités faisant l'objet de mesures transitoires déjà adoptées qui excluent expressément la forme ambulante de ces activités ou ne la mentionnent pas Groupes 718 et 720 de la nomenclature CITI

Les activités visées consistent notamment à :

— organiser, présenter et vendre, à forfait ou à la commission, les éléments isolés ou coordonnés (transport, hébergement, nourriture, excursion, etc.) d'un voyage ou d'un séjour, quel que soit le motif du déplacement;

— agir comme intermédiaire entre les entrepreneurs des divers modes de transport et les personnes qui expédient ou se font expédier des marchandises, ainsi qu'à effectuer diverses opérations annexes :

a) en concluant, pour le compte de commettants, des contrats avec les entrepreneurs de transport;

b) en choisissant le mode de transport, l'entreprise et l'itinéraire jugés les plus avantageux pour le commettant;

c) en préparant le transport du point de vue technique (emballage nécessaire au transport, par exemple); en effectuant diverses opérations accessoires en cours de transport (en assurant l'approvisionnement en glace des wagons réfrigérants, par exemple);

d) en accomplissant les formalités liées au transport, telles que la rédaction des lettres de voiture; en groupant et en dégroupant des expéditions;

e) en coordonnant les diverses parties d'un transport en assurant le transit, la réexpédition, le transbordement et diverses opérations terminales;

f) en procurant respectivement du fret aux transporteurs et des possibilités de transport aux personnes expédiant ou se faisant expédier des marchandises;

— à calculer les frais de transport, à en contrôler le décompte,

— à effectuer certaines démarches à titre permanent ou occasionnel, au nom et pour compte d'un armateur ou d'un transporteur maritime (auprès des autorités portuaires, des entreprises approvisionnant le navire, etc.).

LISTE IV

- les activités professionnelles de l'intermédiaire chargé, en vertu d'un ou de plusieurs mandats, de préparer ou de conclure des opérations commerciales au nom et pour le compte d'autrui;

- les activités professionnelles de l'intermédiaire qui, sans en être chargé de façon permanente, met en rapport des personnes désirent contracter directement, prépare leurs opérations commerciales ou aide à leur conclusion;

- les activités professionnelles de l'intermédiaire qui conclut en son propre nom des opérations commerciales pour le compte d'autrui;

- les activités professionnelles de l'intermédiaire qui effectue pour le compte d'autrui des ventes, aux enchères en gros;

- les activités de prestations de services effectuées à titre professionnel par un intermédiaire salarié qui est au service d'une ou de plusieurs entreprises, commerciales, industrielles ou artisanales;

- activités non salariées relevant du commerce de gros du charbon et des activités d'intermédiaires en matière de charbon (ex groupe 6112, nomenclature CITI).

ex groupe 611

- Les activités d'indépendant dans le commerce de gros (à l'exception de celui des médicaments et produits pharmaceutiques, de celui des produits toxiques et des agents pathogènes et de celui du charbon)

ex groupe 612 CITI

Commerce de détail

ex classe 62

Banques et autres établissements financiers

ex 620

Agences en brevet et entreprises de distribution des redevances

ex classe 71

Transports

Transport routier de voyageurs, à l'exclusion des transport effectuées au moyen de véhicules automobiles ex 713

Exploitation de conduites destinées au transport d'hydrocarbures liquides et autres produits chimiques liquides ex 719

ex classe 82

Services fournis à la collectivité

Bibliothèques, musées, jardins botaniques et zoologiques

827eb

ex classe 84

Services récréatifs

- Services récréatifs, non classes ailleurs : 843
- activités sportives (terrains de sports, organisations de réunions sportives, etc.), à l'exception des activités de moniteur de sports
 - activités de jeux (écuries de courses, terrains de jeux, champs de courses, etc.)
 - autres activités récréatives (cirques, parcs d'attraction, autres divertissements, etc.)

ex classe 85

Services personnels

- Services domestiques ex 851
- Restaurants et débits de boissons 852
- Hôtels, meublés et établissements analogues, terrains de camping 853
- Instituts de beauté et activités de manucure, à l'exclusion des activités de pédicure, des écoles professionnelles de soins de beauté et de coiffure ex 855
- Services personnels non classes ailleurs à l'exception des activités des masseurs sportifs et paramédicaux et des guides de montagne, regroupés comme suit : ex 859
- désinfection et lutte contre les animaux nuisibles
 - location de vêtements et garde d'objets
 - agences matrimoniales et services analogues
 - activités à caractère divinatoire et conjectural
 - pompes funèbres et entretien des cimetières
 - services hygiéniques et activités annexes
 - guides accompagnateurs et interprètes touristiques
- Autres activités de la liste IV
- donner en location des wagons ou voitures de chemin de fer pour le transport de personnel ou de marchandises
 - être intermédiaire pour l'achat, la vente ou la location de navires
 - préparer, négocier et conclure des contrats pour le transport d'émigrants
 - recevoir tous objets et marchandises en dépôt, pour le compte du déposant, sous régime douanier ou non douanier, dans des entrepôts, magasins généraux, garde-meubles, entrepôts frigorifiques, silos, etc.
 - délivrer au déposant un titre représentant l'objet ou la marchandise reçus en dépôt
 - fournir des parcs, de la nourriture et des emplacements de vente pour le bétail en garde temporaire, soit avant la vente, soit en transit à destination ou en provenance du marché
 - effectuer le contrôle ou l'expertise technique de véhicules automobiles
 - mesurer, peser, jauger les marchandises
 - Exercice ambulante des activités suivantes :
 - a) l'achat et la vente de marchandises :
 - par les marchands ambulants et colporteurs (ex-groupe 612 CITI),
 - sur les marchés couverts en dehors d'installations fixées d'une manière stable au sol et sur les marchés non couverts;
 - b) les activités faisant l'objet de mesures transitoires qui excluent expressément la forme ambulante de ces activités ou ne la mentionnent pas.
- Activités exclues de la liste IV
- location de machines agricoles 012
- affaires immobilières, location 640
- location d'automobiles, de voitures et de chevaux 713
- location de voitures et wagons de chemin de fer 718
- location de machines pour maisons de commerce 839
- location de places de cinéma et location de films 841
- location de places de théâtre et location de matériel de théâtre 842
- Location de bateaux, de bicyclettes et de machines à sous 843
- Location de chambres meublées 853
- location de linge blanchi 854
- Location de vêtements 859

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 17 août 2007 portant des mesures en vue de la transposition dans l'ordre juridique interne de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes,
Mme S. LARUELLE

Bijlage bij het koninklijk besluit houdende maatregelen ter omzetting in de interne rechtsorde van richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties

De nomenclatuur van de hieronder vermelde beroepswerkzaamheden is die van de systematische indeling van de industrietakken in de Europese Gemeenschappen, afgekort als :

NICE

LIJST I

klasse 20 A

Vervaardiging van dierlijke en plantaardige oliën en vetten 200

klasse 20 B

Voedingsmiddelenijverheid (met uitzondering van de vervaardiging van dranken)

Slachterijen en vervaardiging van vleeswaren en vleesconserven 201

Zuivel- en melkproductenfabrieken 202

Groente- en fruitverwerkende industrie 203

Visbewerkingsinrichtingen 204

Maalbedrijven, meelfabrieken, pellerijen 205

Brood-, beschuit-, banket-, koek- en biscuitfabrieken 206

Suikerfabrieken en raffinaderijen 207

Cacao-, chocolade- en suikerwerkfabrieken 208

Overige voedingsmiddelenfabrieken 209

klasse 21

Vervaardiging van dranken

Ethylalcohol-(fermentatieproduct)fabrieken, gistfabrieken, branderijen en distilleerderijen 211

Vervaardiging van wijnen en van moutvrije, alcoholische dranken 212

Bierbrouwerijen en mouterijen 213

Vervaardiging van mineraalwater en alcoholvrije dranken 214

klasse 23

Textielnijverheid

Verwerking van textielstoffen op machines ter bewerking van wol 232

Verwerking van textielstoffen op machines ter bewerking van katoen 233

Verwerking van textielstoffen op machines ter bewerking van zijde 234

Verwerking van textielstoffen op machines ter bewerking van linnen en hennep 235

Verwerking van andere textielvezels (jute en harde vezels-), touwfabrieken 236

Tricot- en kousenindustrie 237

Textielveredeling 238

Overige textielnijverheid 239

klasse 24

Vervaardiging van schoenen, kleding, beddengoed, matrassen e.d.

Schoenindustrie (met uitzondering van rubber- en houten schoenen) 241

Schoenmakerijen en -reparatiebedrijven 242

Vervaardiging van kleding (met uitzondering van bont) 243

Bedden- en matrassenmakerijen en dekenstikkerijen 244

Pelsbereidingen en bontwerkerijen 245

klasse 25

Verwerking van hout en kurk (met uitzondering van de vervaardiging van houten meubelen)

Zagerijen, schaverijen 251

Fabrieken van houten halfabrikaten 252

Timmer- en parketvloerenfabrieken (seriefabricage) 253

Houtemballagefabrieken 254

Vervaardiging van andere houtwaren (behalve meubelen) 255

Riet-, stro-, kurk- en borstelwarenfabrieken 259

	klasse 26	
Meubelfabrieken en meubelmakersbedrijven		260
	klasse 27	
	Vervaardiging van papier en papierwaren	
Houtslip- en cellulosefabrieken; papier- en kartonfabrieken		271
Papierwaren- en kartonnagefabrieken (vervaardiging van artikelen uit papierstof, papier en karton)		272
	klasse 28	
Grafische nijverheid, uitgeverijen		280
	klasse 29	
	Vervaardiging van leder en lederwaren	
Leerlooierijen		291
Lederwarenfabrieken		292
	ex klasse 30	
	Rubberfabrieken, asbestfabrieken, kunststofverwerkende industrie, fabrieken van synthetische vezels, zetmeelfabrieken	
Rubber- en asbestfabrieken		301
Kunststofverwerkende industrie		302
Kunstmatige en synthetische continugaren- en vezelfabrieken		303
Vervaardiging van zetmeelproducten		304
	ex klasse 31	
	Chemische industrie	
Chemische grondstoffenfabrieken, geïntegreerde fabrieken voor de vervaardiging en verwerking van chemische producten		311
Gespecialiseerde fabrieken voor de vervaardiging van chemische grondstoffen voor industriële of agrarische toepassing (hieraan moet worden toegevoegd : de vervaardiging van industriële oliën en vetten van plantaardige of dierlijke oorsprong behoren bij groep 312 ISIC)		312
Gespecialiseerde fabrieken van chemische verbruiksgoederen (wordt hier uitgesloten : de vervaardiging van geneesmiddelen en farmaceutische producten (ex groep 319 ISIC))		313
	klasse 32	
Aardolie-industrie		320
	klasse 33	
	Verwerking van minerale producten (met uitzondering van metalen)	
Baksteen- en dakpannenfabrieken ed		331
Glas- en glaswarenfabrieken		332
Aardewerkfabrieken, vuurvastmateriaalfabrieken		333
Cement-, kalk- en gipsfabrieken		334
Bouwelementen- en platenfabrieken ed		335
Bewerking van natuursteen en van overige niet-metalen mineralen		339
	klasse 34	
	Vervaardiging en eerste bewerking van ferro en non-ferro metalen	
Ijzer- en staalindustrie (volgens het EGKS-Verdrag, met inbegrip van cokesovens verbonden aan hoogovens)		341
Stalenbuizenfabrieken		342
Trekkerijen en koudwalserijen		343
Vervaardiging en bewerking van non-ferro metalen		344
Gieterijen (ijzer, staal en non-ferro metalen)		345

klasse 35

Vervaardiging van producten uit metaal (met uitzondering van machines en transportmiddelen)	
Smederijen (excl. kettingfabrieken, gereedschapsfabrieken en ambachtelijke smeden), vervaardiging van zwaar pers- en stampwerk	351
Fabrieken van licht pers- en stampwerk, faondraaiwerk, sintermetaal, oppervlaktebewerking van metaal	352
Constructiewerkplaatsen (vervaardiging en montage ter plaatse)	353
Ketel- en reservoirbouw	354
Gereedschappen-, ijzer-, staal- en andere metaalwarenfabrieken	355
Gereedschapsslijperijen, dorpsmederijen en lasinrichtingen	359

klasse 36

Machinebouw

Landbouwmachine- en tractorenfabrieken	361
Kantoormachinefabrieken	362
Metaalbewerkingsmachinefabrieken, vervaardiging van mechanische hand- en machinegereedschappen	363
Textielmachine- en onderdelenfabrieken, naaimachinefabrieken	364
Fabrieken voor machines en apparaten voor de voeding en genotmiddelenindustrie, de chemische en verwante industrieën	365
Fabrieken voor machines en installaties voor de mijnbouw, de metallurgische industrie en de bouwnijverheid, hijs- en hefwerktuigenfabrieken	366
Fabrieken van tandwielen, lagers en andere overbrengingsmechanismen	367
Overige fabrieken van machines voor bepaalde bedrijfstakken	368
Overige machinebouw	369

klasse 37

Elektrotechnische industrie

Elektrische draad- en kabelfabrieken	371
Fabrieken van elektromotoren, -generatoren en -transformatoren en van schakel- en installatiemateriaal	372
Fabrieken van elektrische apparaten en toestellen voor industriële toepassing	373
Telecommunicatie en signaalapparatenfabrieken, fabrieken van elektrische meetinstrumenten en medische apparaten	374
Fabrieken van elektronische apparaten, van radio- en televisietoestellen en van elektro-akoestische apparaten	375
Fabrieken van huishoudelijke elektrische apparaten	376
Gloeilampen-, buizen- en verlichtingsartikelen-fabrieken	377
Accumulatoren- en batterijfabrieken	378
Reparatie, montage en technische installatie van elektrotechnische producten	379

ex klasse 38

Transportmiddelenindustrie

Automobielenbouw; auto-onderdelenfabrieken	383
Auto- en (motor-)rijwielreparatiebedrijven	384
Rijwiel- en motorrijwiel-fabrieken; fabrieken van rijwiel- en motorrijwielonderdelen	385
Overige transportmiddelenindustrie	389

klasse 39

Fijnmechanische en optische industrie; nijverheidsbedrijven; niet elders genoemd

Fijnmechanische industrie	391
Medische en orthopedische artikelfabrieken (met uitzondering van fabrieken van orthopedisch schoeisel)	392
Optische artikelenfabrieken; foto- en filmapparaten fabrieken	393
Klokken- en uurwerkfabrieken en -reparatiebedrijven	394
Goud- en zilversmederijen; diamantnijverheid	395
Muziekinstrumentenfabrieken en -reparatiebedrijven	396
Speelgoed- en sportartikelenfabrieken	397
Overige nijverheidsbedrijven	399

klasse 40

Bouwnijverheid

Algemene bouwnijverheid (zonder bepaalde specialisatie); slopersbedrijven	400
Burgerlijke en utiliteitsbouw (bouw van woningen en andere gebouwen)	401
Water-, spoor- en wegebouw; cultuurtechnische werken	402
Installatiebedrijven	403
Bouwbedrijven voor de afwerking van gebouwen	404

LIJST II

ex groep 855

Kapsalons (met uitzondering van de werkzaamheden van de pedicure en opleidingsinstituten voor schoonheids-specialist)

LIJST III

ex klasse 04

Visserij

Visserij op de binnenwateren	043
------------------------------	-----

ex klasse 38

Transportmiddelenindustrie

Scheepsbouw en herstelling van schepen	381
Vervaardiging van spoorwegmaterieel	382
Vliegtuigbouw (met inbegrip van de bouw van ruimtevaart-materieel)	386

ex klasse 71

Hulpdiensten van het vervoer en andere diensten dan vervoer, vallende onder de volgende groepen

Exploitatie van slaap- en restauratiewagens; onderhoud van spoorwegmaterieel in de reparatiewerkplaatsen; schoonmaken van wagons	ex 711
Onderhoud van materieel voor stads-, voorstads- en interlokaal vervoer van personen	ex 712
Onderhoud van ander materieel voor personenvervoer over de weg (zoals auto's, autobussen en taxi's)	ex 713
Exploitatie en onderhoud van kunstwerken ten behoeve van het wegvervoer (zoals wegen, tunnels en bruggen met tolheffing, autobusstations, parkings, autobusgarages en tramremises)	ex 714
Hulpdiensten van de binnenvaart (zoals exploitatie en onderhoud van waterwegen, havens en andere kunstwerken voor de binnenvaart; slepen en loodsen in havens, betonning, lossen en laden van schepen en andere overeenkomstige werkzaamheden, zoals berging van schepen, jagen, exploitatie van botenloodsen)	ex 716

Klasse 73

Communicatiediensten : posterijen en telecommunicatie

ex klasse 85

Persoonlijke diensten

Wasserijen, stomerijen en ververijen	854
Fotostudio's: portretfotografie en fotografie voor handelsdoeleinden, met uitzondering van persfotografie	ex 856
Persoonlijke diensten, niet elders ingedeeld (uitsluitend onderhoud en schoonmaken van gebouwen of lokalen)	ex 859
Ambulante uitoefening van de volgende werkzaamheden wanneer de werkzaamheid als industrieel of ambachtelijk wordt beschouwd :	
a) koop en verkoop van goederen	
- door venters en colporteurs (ex groep 612 CITI)	
- op overdekte markten anders dan in vaste inrichtingen en op niet-overdekte markten;	
b) de werkzaamheden waarvoor andere richtlijnen houdende overgangmaatregelen gelden, waarin de ambulante vorm van deze werkzaamheden uitdrukkelijk wordt uitgesloten of niet wordt vermeld.	

Groepen 718 en 720 van de ISIC-nomenclatuur

De bedoelde werkzaamheden bestaan met name in :

— het organiseren, aanbieden en verkopen, tegen een forfaitair bedrag of tegen provisie, van de afzonderlijke of gecoördineerde elementen van een reis of verblijf (vervoer, logies, voeding, excursie enz.), ongeacht de reden van de reis of het verblijf;

— het als tussenpersoon optreden tussen ondernemers van de verschillende takken van vervoer en personen die goederen verzenden of zich goederen laten toezenden, en het verrichten van verschillende daarmee samenhangende werkzaamheden door :

a) het sluiten, voor rekening van opdrachtgevers, van de overeenkomsten met de vervoerondernemers;

b) het kiezen van de tak van vervoer, de onderneming en de route die voor de opdrachtgever het voordeligst worden geacht;

c) de technische voorbereiding van het vervoer (bijvoorbeeld de voor het vervoer noodzakelijke verpakking); het verrichten van diverse bijkomende werkzaamheden tijdens het vervoer (bijvoorbeeld het voorzien van koelwagens met ijs);

d) het vervullen van de aan het vervoer verbonden formaliteiten zoals het invullen van de vrachtbrieven, het groeperen en splitsen van zendingen;

e) het coördineren van de verschillende gedeelten van een transport middels het toezicht op de doorvoer, de wederverzending, de overlading en diverse eindverrichtingen;

f) het bezorgen van respectievelijk vracht aan de vervoerondernemers en vervoergelegenheid aan personen die goederen verzenden of zich goederen laten toezenden :

— het berekenen van de vervoerkosten, het nazien van de afrekening;

— het uit naam en voor rekening van een reder of een ondernemer van transporten over zee permanent of incidenteel verrichten van bepaalde formaliteiten (bij havenautoriteiten, scheepsleveranciers enz.).

LIJST IV

- de werkzaamheden van de tussenpersoon, die op grond van een of meer opdrachten belast is met het inleiden of afsluiten van handelstransacties op naam en voor rekening van derden;

- de werkzaamheden van de tussenpersoon die, zonder hiermee blijvend belast te zijn, personen die rechtstreeks contracten willen afsluiten met elkaar in contact brengt, of de handelstransacties inleidt, dan wel bij de afsluiting daarvan zijn diensten verleent;

- de werkzaamheden van de tussenpersoon die op eigen naam voor rekening van derden handelstransacties afsluit;

- de werkzaamheden van de tussenpersoon die voor rekening van derden groothandelsveilingen houdt;

- het beroepshalve verrichten van diensten door een tussenpersoon in loondienst van een of meer ondernemingen op het gebied van handel, industrie of ambacht;

- anders dan in loondienst verrichte werkzaamheden welke onder de groothandel in steenkool ressorteren en werkzaamheden van tussenpersonen op het gebied van steenkool(ex groep 6112, ISIC-nomenclatuur).

ex groep 611

- de werkzaamheden welke onder de groothandel ressorteren (met uitzondering van die welke ressorteren onder de groothandel in geneesmiddelen en farmaceutische producten, in giftige producten en ziekteverwekkende agentia en in steenkool)

ex groep 612 CITI

Kleinhandel

ex klasse 62

Banken en andere financiële instellingen

ex 620

Octrooimakelaars en ondernemingen die zich bezighouden met de uitkering van vergoedingen uit licenties

ex klasse 71

Vervoer

Reizigersvervoer over de weg, met uitzondering van vervoer met motorvoertuigen

ex 713

Exploitatie van leidingen bestemd voor het vervoer van vloeibare koolwaterstoffen en andere vloeibare chemische stoffen

ex 719

ex klasse 82

Diensten tot nut van het algemeen

Bibliotheken, musea, plantentuinen en dierentuinen

827

ex klasse 84

Recreatie

Diensten op recreatief gebied, niet elders ingedeeld	843
- sportactiviteiten (sportterreinen, organisatie van sportieve ontmoetingen, enz.), met uitzondering van de werkzaamheden van sportleraren	
- spelen (renstallen, speelterreinen, renbanen, enz.)	
- andere recreatieve activiteiten (circussen, lunaparken en andere amusementsbedrijven enz.)	

ex klasse 85

Persoonlijke diensten

Huishoudelijke diensten	ex 851
Restaurants en slijterijen	852
Hotels, pensions en dergelijke inrichtingen, kampeertreinen	853
Schoonheidsinstituten en manicure, met uitzondering van de werkzaamheden van pedicure en opleidingsinstituten voor schoonheidsspecialist en kapper	ex 855
Persoonlijke diensten, niet elders ingedeeld, met uitzondering van die van sport- en paramedische masseurs en van berggidsen, als volgt ingedeeld :	ex 859
- ontsmetting en bestrijding van ongedierte	
- verhuur van kleding en bewaring van voorwerpen	
- huwelijksbemiddeling en soortgelijke diensten	
- waarzeggerij en soortgelijke werkzaamheden	
- begrafenisondernemingen en onderhoud van kerkhoven	
- hygiënische diensten en aanverwante werkzaamheden	
- reisleiders en toeristentolken	
Andere activiteiten van lijst IV	
- het in huur geven van spoorwegwagons of -rijtuigen voor het vervoer van reizigers of goederen	
- het als tussenpersoon optreden bij de aankoop, de verkoop of de verhuur van schepen	
- het voorbereiden van, het onderhandelen over en sluiten van overeenkomsten voor het vervoer van emigranten	
- het in entrepots, pakhuizen, meubelopslagplaatsen, koelhuizen, silo's enz., onder douanetoezicht of niet, voor rekening van de bewaargever in bewaring nemen van alle voorwerpen en goederen	
- het aan de bewaargever afgeven van een ontvangstbewijs voor het in bewaring ontvangen voorwerp of goed	
- het verschaffen van verblijfsruimte, voeder en verkoopruimte voor vee dat hetzij voor de verkoop, hetzij onderweg naar of van de markt in tijdelijke bewaring wordt gegeven	
- het verrichten van technische controle of expertise van motorrijtuigen	
- het meten, wegen en ijken van goederen	
Ambulante uitoefening van de volgende werkzaamheden :	
a) de koop en verkoop van goederen :	
- door venters en colporteurs (ex groep 612 ISIC);	
- op overdekte markten anders dan in vaste inrichtingen en op niet- overdekte markten;	
b) de werkzaamheden waarvoor reeds aangenomen overgangsmaatregelen gelden, doch waarin de ambulante vorm van deze werkzaamheden uitdrukkelijk wordt uitgesloten of niet wordt vermeld.	
Activiteiten uitgesloten uit lijst IV	
verhuur van landbouwmachines	012
onroerende goederen, verhuur	640
verhuur van automobielen, rijtuigen en paarden	713
verhuur van spoorwegrijtuigen en -wagons	718
verhuur van machines voor handelsfirma's	839
plaatsbespreking voor bioscopen en verhuur van films	841
plaatsbespreking voor theaters en verhuur van theater uitrusting	842
Verhuur van boten, verhuur van rijwielen, verhuur van automaten	843
Verhuur van gemeubileerde kamers	853
verhuur van gewassen linnengoed	854
Verhuur van kleding	859

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 17 augustus 2007 houdende maatregelen ter omzetting in de interne rechtsorde van Richtlijn 2005/36/EG van 7 september 2005 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de erkenning van beroepskwalificaties.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister belast met Middenstand,

Mevr. S. LARUELLE